

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/01/2015

Publication : 20/02/2015

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



La Directrice Etudes Finances
et Appuis de la Solidarité


Nathalie MAILLOT

Conseil Général
Haut-Rhin

Direction Études, Finances
et Appui de la Solidarité
Service de la Tarification des Établissements

Colmar, le

ARRETE 2015 00033 DEFAS
du 23 JAN. 2015

portant fixation du prix de journée hébergement 2015 opposable à l'aide sociale
départementale pour les bénéficiaires de l'aide sociale dans les établissements
commerciaux non habilités à l'aide sociale

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment le titre III de son livre II relatif
aux dispositions applicables en matière d'aide sociale aux personnes âgées ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et
notamment son article 45 ;

VU les articles L. 342-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles relatifs à
l'hébergement des personnes âgées ;

VU l'article L. 231-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui précise que le service
d'aide sociale aux personnes âgées peut participer aux frais de séjour d'une personne
âgée dans un établissement d'hébergement lorsque l'intéressé y a séjourné à titre
payant pendant une durée de cinq ans et lorsque ses ressources ne lui permettent plus
d'assurer son entretien. L'aide sociale départementale ne peut pas assumer une charge
supérieure à celle qu'aurait occasionné le placement de la personne âgée dans un
établissement public délivrant des prestations analogues, selon les modalités définies
par le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du Haut-Rhin
N°2007/1-4^e/06 du 15 décembre 2006 ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

SUR proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Dans les établissements commerciaux non habilités, le prix de journée relatif à l'hébergement, opposable à l'aide sociale est de :

53,90 € TTC.

Il correspond, pour l'année N, au prix de revient moyen de l'hébergement des établissements publics du département de l'année N-1.

ARTICLE 2 :

La prise en charge par l'aide sociale départementale au titre de l'hébergement ne peut être supérieure à celle qu'aurait occasionné le placement de la personne âgée dans un établissement public délivrant des prestations analogues.

La prise en charge de la personne âgée bénéficiaire de l'aide sociale est limitée au prix de revient moyen de l'hébergement des établissements publics du département de l'année précédente, auquel se rajoute le talon dépendance arrêté par le Président du Conseil Général pour l'établissement concerné.

ARTICLE 3 :

Pour bénéficier de l'aide sociale départementale, la personne âgée devra avoir séjourné à titre payant dans l'établissement considéré, pendant une durée d'au moins cinq ans, et remplir les conditions d'admission à l'aide sociale liées à l'insuffisance de ses ressources.

ARTICLE 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement concerné et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Pour le Président du Conseil Général
du Haut-Rhin et par délégation
Le Directeur Général Adjoint

Michel CHOCHOY